



Quel avenir pour la Banque du Sud ?

Lancée originellement par le président vénézuélien Hugo Chavez, la Banque du Sud a été créée le 6 décembre.

L'année 2008 pourrait être celle de son entrée en fonctionnement. Les pays concernés sont, outre le Venezuela, l'Argentine (également à l'origine du projet), le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, soit un groupe de six pays. Le projet répond originellement à la grande idée « bolivarienne » du président vénézuélien, visant à renforcer les liens entre les pays d'Amérique latine, plus particulièrement du Sud. Et on ne saurait séparer cette entreprise de la volonté de construire un front anti-impérialiste, dont une des motivations principales est la résistance à l'hégémonie états-unienne et à l'emprise des institutions monétaires internationales, Fonds monétaire international en tête. Le rôle redoutable que joua le FMI dans les grandes crises « néolibérales » des années 1990 ou du début de la décennie suivante, comme en Argentine (en Amérique latine comme en Asie...), est dans tous les esprits.

Les conditions de cette première décennie du XXI^e siècle sont particulièrement favorables à la mise en place d'une telle institution. Le passé récent fait ressortir la nécessité d'échapper à ces puits centraux, et on peut observer certains signes avant-coureurs d'un renouvellement des perspectives : l'avortement du grand projet de zone de libre-échange à l'échelle du continent américain (la Zone de libre échange des Amériques, Alca en espagnol), la manière dont l'Argentine est sortie de la crise (annulant une partie considérable de sa dette publique et mettant un terme à la « dollarisation » de son système financier), la récupération du contrôle sur les richesses nationales dans certains pays, l'accumulation de devises par ces pays du fait de la montée du prix des matières premières et sources d'énergie, les déficits extérieurs des États-Unis et la chute du dollar, la tempête financière de l'été, partie de la crise du crédit immobilier états-unien, etc. Au total : certains signes d'une volonté d'émancipation, des symptômes d'une nouvelle vigueur, la nécessité de s'abriter de la tempête globale. À cela, il faut ajouter le grand espoir politique que représentent les processus constitutionnels en Bolivie et en Équateur, ainsi que les nouvelles avancées du socialisme vénézuélien (la montée des conseils communaux), compte tenu de la formidable dynamique populaire qui soutient ces trois processus, et en dépit du résultat négatif du référendum du 2 décembre au Venezuela. Il faut, bien entendu, modérer cet enthousiasme

par le constat de la progression des traités de libre-échange bilatéraux, les politiques brésiliennes faisant le jeu des intérêts financiers et misant sur la collaboration avec Washington.

Ce que sera la Banque du Sud est loin d'être déterminé. Elle sera certainement une banque de développement (finançant des projets économiques, éducatifs, sociaux,

environnementaux), ce qui l'apparentera à la Banque mondiale. C'est l'option minimale. Elle pourrait être un FMI local, venant en aide aux pays en déficit de leurs comptes extérieurs, ou aux États en déficit budgétaire. Dans les projets dont on dispose, l'Union européenne est également source d'inspiration : le financement du développement des pays les moins avancés et, objectif à plus long terme, la création d'une monnaie commune. La montée de l'euro fait rêver, face à la chute actuelle du dollar, malgré ses conséquences désastreuses sur les économies européennes. Les difficultés et contradictions sont évidentes. Les mouvements sociaux se battent pour que la banque soit gouvernée selon des principes réellement alternatifs et progressistes. Une banque tournée vers les petits producteurs et non vers les

La Banque du Sud pourrait être un FMI local, venant en aide aux pays en déficit de leurs comptes extérieurs, ou aux États en déficit budgétaire.

grandes entreprises nationales, ou, pire, dont bénéficieraient les firmes transnationales. Les réunions et appels se multiplieront.

Au total, la Banque du Sud sera ce que les pays membres feront d'elles, et, de ce point de vue, il ne faut pas espérer de miracle. Tant que les processus politiques initiés au Venezuela, en Bolivie et en Équateur iront de l'avant, on peut attendre de la part des gouvernements de ces pays des pressions faisant écho à leurs dynamiques nationales. Mais l'échec de ces processus ou la modération de leurs ambitions mineraient les orientations progressistes qu'on peut actuellement percevoir. Qu'attendre d'une institution où le poids du Brésil sera nécessairement considérable ? Les gouvernements et médias dominants ne s'y trompent pas. Un article récent de *The Economist* souligne que le Brésil pourrait bien bloquer le plan ou le « modérer », c'est-à-dire raboter ses ambitions initiales. Mais la dernière phrase de l'article trahit bien l'inquiétude et la rancœur des pouvoirs dominants : « *Mais la prochaine fois qu'une crise financière secouera l'Amérique latine, attendez-vous à ce que les gouvernements se tournent de nouveau vers le FMI plutôt que Caracas.* » Pour l'heure, la crise financière est ailleurs ! Mes meilleurs vœux à la Banque du Sud.

* Directeur de recherche au CNRS.